



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORIDEC

RN 113
Sortie Est
11000 CARCASSONNE

Référence : UID11/66-C3-2022-532
Code AIOT : 0006603841

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement VALORIDEC implanté Moulin de Cassagnes 11700 CASTELNAU D AUDE. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORIDEC
- Moulin de Cassagnes 11700 CASTELNAU D AUDE
- Code AIOT : 0006603841
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centre de traitement, tri et valorisation de déchets issus du BTP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des suites de l'inspection du 07/12/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------|---|--|-------------------|
| 4 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 2.1.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 9.2.4 | / | Sans objet |
| 2 | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 2.1.1 | / | Sans objet |
| 3 | Volume d'activité | AP Complémentaire du 25/05/2013, article 2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la précédente visite du 07/12/2021 et nécessitant des actions correctives ont été résolus par l'exploitant. La clôture a été réparée et les résultats d'analyse des eaux souterraines ont été transmis.

Il reste à envoyer un rapport interprétant les résultats des nouvelles analyses présentées lors de la visite et afficher à l'entrée du site les informations concernant la liste des matériaux, objets ou produits acceptés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 9.2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, niveau des eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.</p> <p>La surveillance de la qualité des eaux souterraines comporte un prélèvement annuel d'échantillons sur les trois puits de contrôle effectué conjointement à la mesure de niveau mentionnée précédemment en alternant le prélèvement à la période des hautes eaux une année et à la période des basses eaux l'année suivante.</p> <p>L'analyse des échantillons porte sur la totalité des paramètres définis ci-après la première année et ensuite sur les paramètres courants les années suivantes :</p> <p>Paramètres courants : PH, potentiel Redox, résistivité, COT, DCO, DBO5, Ptotal, Ntotal, NO2- NO3-, NH4+, Cl, SO42-, K+, Na+, Ca2+, Mg2+</p> <p>Paramètres particuliers : ETM : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn+ As Hydrocarbures totaux AOX Phénols HAP Coliformes fécaux, totaux, strepto fécaux, salmonelles Amiante (nombre de fibre/l pour fibres >5µm et fibres < 5µm).</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une période qui ne peut être inférieure à la période de suivi.</p> |
| <p>Constats : Par courrier reçu le 31/03/2022, l'exploitant a transmis les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit des 3 piézomètres.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés sur les piézomètres numéro 1 et 2 en début d'année 2022. Le piézomètre 3 était à sec d'après l'exploitant.</p> <p>Il manquait les niveaux d'eau des différents piézomètres avec une référence NGF afin de pouvoir identifier l'écoulement des eaux souterraines.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré un plan du site avec les références NGF de chaque piézomètre.</p> <p>L'exploitant a aussi présenté les résultats d'autres analyses d'eau.</p> <p>Il doit envoyer un rapport à l'inspection des installations classées avec le résultat de ces analyses ainsi qu'une interprétation des résultats, un comparatif avec les analyses précédentes et les niveaux d'eau corrigés avec la référence NGF conformément à l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-02.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Gestion de l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 2.1.1 |
| Thème(s) : Autre, accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Une clôture de 2 m de hauteur longe notamment la route surplombant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu vérifier que la clôture avait été réparée autour du site. Plusieurs panneaux indiquant "attention danger, présence amiante" ont été installés autour du site. L'exploitant a déclaré qu'il avait commandé une dizaine de panneaux supplémentaires qui seraient installés prochainement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Volume d'activité

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2013, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, LISTE DES INSTALLATIONS |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : (extrait) Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets non dangereux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques n°2710 et 2711 : Supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 1000 m ³ : 990 m ³ 2714-2 D A : Autorisation ; D : Déclaration ; DC : déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du code de l'environnement ; NC : Non Classé. |
| Constats : Lors de la présence visite d'inspection du 07/12/2021, l'inspection des installations classées avait estimé un volume proche de 1000 m3 de déchets de matières plastiques présents sur le site. Le stock observé lors de l'inspection de ce 18/10/2022 a diminué et est estimé à environ 700 m3. L'exploitant a déclaré ne plus recevoir de déchets de matières plastiques depuis la dernière visite et être en cours d'évacuation vers un site de traitement basé dans l'Hérault (Valoplastik) comme indiqué lors de la précédente visite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Contrôle des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 2.1.1 |
| Thème(s) : Autre, Affichage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément à l'autorisation, sont affichés visiblement à l'entrée de l'exploitation. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe les usagers sur les modalités de circulation et de dépôt. [...] |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un affichage sur le portail d'entrée indiquant Les jours et heures d'ouverture. Cependant il n'y aucune information concernant la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément à l'autorisation. Il est demandé à l'exploitant d'afficher visiblement à l'entrée de l'exploitation ces informations. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |